

**A\_2021\_160**  
**ARRETE PORTANT AVANCEMENT ECHELON DE L'AGENT CHAILLOUX**  
**Sébastien**

**ARRÊTÉ**  
**PORTANT AVANCEMENT D'ECHELON**  
**de Monsieur Sébastien CHAILLOUX**  
**Grade Adjoint technique territorial principal de deuxième classe**  
**35 heures hebdomadaires**

Le Maire d' AUSSAC-VADALLE,

**Vu** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

**Vu** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

**Vu** le décret n°2006-1691 du 22/12/2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des Adjoints techniques territoriaux,

**Vu** le décret n°2016-596 du 12 mai 2016, modifié, relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale,

**Vu** le décret n° 2016-604 du 12 mai 2016 fixant les différentes échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale,

Considérant que Monsieur Sébastien CHAILLOUX remplit les conditions d'ancienneté pour bénéficier d'un avancement d'échelon,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** A compter du 07/07/2021, Monsieur Sébastien CHAILLOUX, au grade Adjoint technique territorial principal de deuxième classe, bénéficie d'un avancement d'échelon dans les conditions suivantes :

**ANCIENNE SITUATION AU 21/12/2019 :**

Grade : Adjoint technique territorial principal de deuxième classe,

Échelon : 5,

Indice brut : 376,

Indice majoré : 346 (revalorisés au 01/01/2021), Bonification indiciaire 10 points, avec une ancienneté de 5 mois 14 jours,

**NOUVELLE SITUATION AU 07/07/2021 :**

Grade : Adjoint technique territorial principal de deuxième classe,

Échelon : 6,

Indice brut : 387,

Indice majoré : 354, Bonification indiciaire 10 points.

**ARTICLE 2 :** Ampliation du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) sera transmise :

- au Président du centre de gestion
- au comptable de la collectivité

Fait à AUSSAC-VADALLE, le 07 juillet 2021

Le Maire,

- certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte,

- informe qu'en application des dispositions du décret n°65-25 du 11 janvier 1965 modifié, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le tribunal administratif de POITIERS dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Ce recours peut être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

NOTIFIÉ A L'AGENT LE 7.07.21 Signature de l'agent

Le Maire

Gerard LIOT

